



Document de position

Réussir les transitions : changement climatique et emploi

October 2020



A powerful
and balanced
voice for business



Contexte

Le changement climatique est un processus complexe et à long terme. Il s'agit d'un phénomène mondial, mais ses effets varient selon les régions et les réponses doivent être adaptées en fonction des différentes réalités. Les effets du changement climatique peuvent fortement impacter les économies et les sociétés, par exemple en raison de l'élévation du niveau de la mer, de l'évolution des conditions climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes, de l'augmentation du stress thermique et des flux migratoires climatiques.

Le changement climatique affecte déjà les marchés du travail et ceux-ci dépendent de l'environnement à de nombreux égards, tandis que les politiques d'adaptation et d'atténuation établissent un lien étroit entre l'emploi et le changement climatique. Selon la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 1,47 milliard d'emplois dépendent de la stabilité climatique. L'impact réel sur les emplois et le travail dépend toutefois aussi des réglementations et des politiques adoptées ; elles peuvent être très différentes selon la réponse mise en place. L'impact sur l'emploi variera également d'un secteur à l'autre, car la situation de la main-d'œuvre et l'intensité des émissions sont également différentes.

L'ensemble des entreprises à l'échelle mondiale s'engagent à mettre en place des économies durables qui profitent aux travailleurs, aux entreprises et aux sociétés. Selon une récente enquête de l'OIE, la durabilité et le changement climatique sont l'une des cinq grandes tendances mondiales qui ont un impact global sur les entreprises ; près de 70 % des employeurs interrogés dans le cadre de cette enquête estiment qu'un impact considérable sur leurs activités est dû à l'augmentation des risques environnementaux et de catastrophes. Le secteur privé joue un rôle clé dans cette transformation et il est désireux de s'engager au niveau national et international dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies globales pour passer à des économies compétitives et durables à faibles émissions de carbone.

La "transition juste" est un concept relativement récent qui fait aujourd'hui référence aux interventions politiques visant à faire évoluer la structure économique vers une structure à faible intensité de carbone, respectueuse de la société et de l'environnement, en mettant particulièrement l'accent sur les impacts sociaux. La réduction des émissions de CO₂ aura des effets importants sur les marchés du travail en termes d'emploi. Afin d'arriver à des transitions réussies pour les travailleurs, les entreprises et les sociétés, il faut des stratégies globales pour s'assurer que les économies nationales vont s'adapter tout en préservant et en créant des emplois et devenir plus résilientes. Au-delà de l'importance des éléments sociaux et du marché du travail, l'élimination et la prévention des émissions de carbone dans les économies constituent un changement industriel et économique qui dépend fortement de cadres de politique industrielle favorables et cohérents ainsi que de la recherche et du développement technologique. Des cadres et des institutions réglementaires intelligents et équilibrés - permettant de libérer le potentiel des entreprises au lieu de créer des charges réglementaires susceptibles d'entraver l'investissement privé - devraient s'accompagner de politiques et d'incitations économiques pour soutenir et encourager les entreprises à adopter des technologies propres et des processus de production à faible intensité de carbone et à investir dans la requalification et le perfectionnement de la main-d'œuvre.

Il y a débat quant à savoir si c'est une bonne idée de s'attaquer à la fois au changement climatique et au Covid-19 par le biais de politiques intégrées, mais il est logique de rechercher des synergies et de concevoir, lorsque c'est possible et rentable, des mesures intégrées de lutte contre le climat et la pandémie. La pandémie de Covid-19 a ajouté des pressions nouvelles et urgentes sur les entreprises et la société, avec des défis économiques et sociaux importants. Comprendre les similitudes, les différences et les relations plus larges entre les pandémies et le risque climatique est une première étape essentielle si nous voulons en tirer des implications pratiques qui éclairent nos actions. Il n'est pas facile de trouver une formule de relance à faible intensité de carbone et à forte croissance, mais en concevant les politiques avec soin, les objectifs environnementaux peuvent aller de pair avec la reprise et la croissance économique. Par exemple, selon une analyse de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), un plan de relance durable pour le seul secteur de l'énergie pourrait ajouter 1,1 point de pourcentage à la croissance économique mondiale annuelle, ce qui permettrait au PIB mondial d'être 3,5 % plus élevé en 2023 qu'il ne l'aurait été autrement, tout en préservant ou en créant environ 9 millions d'emplois par an au cours des trois prochaines années et de réduire les émissions de 4,5 milliards de tonnes. Toutefois, la transition entre la crise provoquée par le Covid-19 et une économie à faible intensité de carbone ne pourra réussir que si des politiques appropriées sont mises en place. Six aspects sont particulièrement importants à cet égard.

Principaux aspects pour réussir les transitions

- **Selon la plupart des recherches et des analyses, si la situation est correctement gérée, le potentiel de création d'emplois de la transition vers une économie à faible intensité de carbone l'emportera sur celui des pertes d'emplois.** Suivant une analyse de l'OIT, 18 millions d'emplois nets (environ 24 millions d'emplois créés et environ 6 millions d'emplois perdus) peuvent être créés dans le monde d'ici 2030 en suivant des politiques de durabilité tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 41 %. Six autres millions d'emplois peuvent être créés dans le monde d'ici 2030 en appliquant les principes de l'économie circulaire. L'augmentation absolue la plus importante du nombre d'emplois se situerait dans le secteur de la construction, tandis que l'augmentation relative la plus importante (en pourcentage) résiderait dans le secteur des énergies renouvelables (environ 9 millions d'emplois dans les secteurs des énergies renouvelables et de la construction). D'autre part, l'industrie des combustibles fossiles subirait les pertes d'emplois les plus importantes, avec environ 2 millions d'emplois perdus dans l'exploitation et l'extraction des combustibles fossiles et environ 400 000 dans la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. Au niveau régional, il y aura une création nette d'emplois dans les Amériques, l'Asie et le Pacifique et l'Europe (environ 3, 14 et 2 millions d'emplois respectivement). En revanche, il y aura des pertes nettes d'emplois au Moyen-Orient (plus de 300 000 emplois) et en Afrique (environ 350 000 emplois).

Cependant, **la transition réussie et inclusive vers une économie sobre en carbone ne se fera pas automatiquement mais elle dépendra de marchés du travail dynamiques, propices à la création d'emplois et permettant aux personnes de passer facilement d'un emploi, d'un secteur ou d'une région à l'autre.** Des réglementations rigides du marché du travail ne seront pas seulement un obstacle à la création d'emplois, mais aussi une entrave à la capacité des travailleurs à passer de secteurs en récession à des secteurs en croissance qui ont besoin de compétences et de main-

d'œuvre. Des marchés du travail dynamiques incluent également le contexte de la flexibilité régionale pour aider les personnes à se déplacer vers les régions où des emplois sont créés. Les conséquences sociales des transitions abruptes ne doivent pas non plus être sous-estimées, car elles peuvent mener à un scénario contre-productif. **La destruction des emplois, le chômage et la faiblesse des marchés du travail peuvent être préjudiciables à l'environnement à moyen et long terme.** La crise de Covid-19 réduit temporairement les émissions (en raison de l'arrêt brutal d'une grande partie de l'activité économique), mais l'environnement peut encore être davantage relégué au second plan dans les programmes politiques nationaux et internationaux en période de difficultés économiques en raison de l'évolution des priorités, c'est pourquoi il est important de prévenir cette tendance et de maintenir les objectifs environnementaux, même en temps de crise.

- **La création de cadres nationaux pour des populations actives plus qualifiées et plus flexibles est cruciale dans le contexte de la transition vers des économies durables.** La technologie environnementale se développe rapidement et nécessite, comme d'autres technologies nouvelles, des systèmes de développement des compétences en constante évolution - depuis l'enseignement préscolaire, l'école, les systèmes d'enseignement et de formation professionnels et jusqu'à l'enseignement universitaire. Les sociétés qui ne modernisent pas constamment les programmes d'études et ne veillent pas à ce que les systèmes de renforcement des compétences soient en phase avec l'évolution des besoins du marché du travail ne pourront pas libérer le potentiel d'emploi d'une économie à faible intensité de carbone. Selon l'analyse de l'OIT, la création de plus de 100 millions d'emplois est conditionnée par une formation supplémentaire dans les professions déjà existantes ainsi que par l'acquisition de compétences pour de nouvelles professions. Ne pas préparer la main-d'œuvre et adapter ses compétences en conséquence par le biais de cadres efficaces risque de freiner les progrès en raison d'une inadéquation entre les emplois et les compétences sur les marchés nationaux. D'autre part, les travailleurs des secteurs en récession ne pourront pas s'orienter vers de nouveaux métiers. Il est essentiel de garantir l'employabilité de la main-d'œuvre en période de changements rapides. Des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie aisés, accessibles et efficaces sont d'une importance cruciale pour ouvrir de nouvelles perspectives aux travailleurs concernés. Jusqu'à présent, l'accent n'a pas été suffisamment placé sur la mise en place de systèmes de qualification appropriés. Moins de 40 % des contributions déterminées au niveau national (CDN), qui sont les plans d'action nationaux dans le cadre de l'Accord de Paris, comprennent des plans de formation aux compétences pour soutenir leur mise en œuvre, et plus de 20 % ne prévoient aucune activité liée au capital humain. **Le développement des compétences pour des transitions justes ne se fait donc pas de n'importe quelle manière : les compétences fondamentales telles que les STIM et les principales compétences générales sont transférables d'une profession à l'autre et même d'un secteur à l'autre.**
- **Les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent sécuriser, être rentables et favoriser la compétitivité et l'innovation.** Les entreprises ont besoin de prix de l'énergie stables et abordables, de cadres réglementaires clairs et favorables, d'incitations efficaces et adaptées afin de favoriser la compétitivité et l'innovation, mais aussi la productivité, qui sont non seulement nécessaires à une économie robuste, mais permettent également aux entreprises de passer à une économie à faible intensité de carbone. Il faudrait mettre en place une évaluation solide d'impact des mesures en

faveur de l'emploi et de la compétitivité à moyen et long terme. **Il est donc important de permettre à toutes les entreprises et à tous les acteurs potentiels de contribuer à la réduction des émissions grâce à un soutien et à des cadres appropriés. Le soutien et les incitations fournis doivent être neutres sur le plan technologique afin que toutes les solutions potentielles puissent rivaliser.** La compétitivité des entreprises est mondiale et elle doit être prise en compte ; les mesures doivent être rentables et la disponibilité d'une énergie abordable est cruciale. Il est essentiel d'intégrer les besoins des PME dans toute stratégie nationale visant à passer à une économie à faible intensité de carbone. Les PME représentent la majorité des emplois, elles sont l'épine dorsale de pratiquement toutes les économies et constituent la majeure partie des entreprises au niveau mondial. Elles sont un élément essentiel pour une transition réussie. Elles sont souvent soumises à des conditions particulières et à des contextes différents qui nécessitent non seulement un soutien adapté, comme l'accès au financement et le renforcement des capacités, mais aussi des conditions-cadres non bureaucratiques.

- **Près de deux milliards de personnes, soit 61,2 % de la population active mondiale, travaillent dans le secteur informel à l'échelle mondiale. En fait, de nombreux emplois actuels liés au recyclage et à l'économie circulaire (la gestion des déchets par exemple) sont informels, dangereux et ne sont pas décents. Le changement climatique aggrave les défis existants.** On retrouve ce type de situation dans les secteurs informels, où les travailleurs et les employeurs n'ont pas accès à la protection sociale, à la formation et au renforcement des compétences, et où le soutien et les incitations à adapter les modèles d'entreprise font défaut. Pour atténuer les effets négatifs potentiels du changement climatique sur l'emploi et tirer pleinement profit des possibilités qu'offre la transition vers une économie à faible intensité de carbone, il faut s'attaquer à l'informalité et élaborer des approches innovantes pour faire en sorte que toutes les composantes de la société participent à la construction d'une économie à faible intensité de carbone. Avec la recommandation n° 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, il existe un consensus tripartite mondial sur ce qui doit être fait pour s'attaquer au secteur informel. Toutefois, la mise en œuvre de la recommandation n° 204 et la lutte contre les causes profondes de l'informalité n'ont pas été une priorité suffisante de la part des pays jusqu'à présent.
- **Des systèmes de protection sociale durables et efficaces** sont un élément important des politiques de transition et de crise appropriées, car ils protègent les travailleurs et les communautés touchés par les effets sur l'emploi et l'économie résultant du changement climatique ou d'autres dynamiques défavorables. Les recherches suggèrent qu'un changement climatique non atténué pourrait entraîner 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030. Une action déterminée est nécessaire car 55 % de la population mondiale - soit quatre milliards de personnes - ne bénéficient d'aucune assurance ou couverture sociale. À l'échelle mondiale, seuls 20 % des chômeurs sont couverts par des allocations de chômage et dans certaines régions cette couverture est bien moindre. Toutefois, lors de l'élaboration des systèmes de protection sociale, il est essentiel de ne pas jeter les bases d'une relation permanente de dépendance vis-à-vis de l'État, mais - au contraire - d'aider les individus à réaliser pleinement leur potentiel en les aidant à s'orienter vers des secteurs et des régions en croissance. **Les systèmes de protection sociale doivent être financés**

de manière durable et doivent être associés à des politiques actives du marché du travail tout en restant cohérents avec les traditions socio-économiques des pays respectifs.

- **Le changement climatique est un problème véritablement mondial.** Une action nationale unilatérale ne permettra pas d'obtenir les résultats souhaités ; **le multilatéralisme et une coordination mondiale sont des ingrédients nécessaires non seulement pour s'attaquer de manière globale au changement climatique, mais aussi pour assurer une situation équitable.** D'autre part, une transition réussie nécessite une large acceptation et une adhésion de toutes les parties au niveau national et international. Les entreprises doivent être incluses et activement engagées dans l'élaboration de tout plan ou initiative de transition. Les organisations représentatives des entreprises et des employeurs sont la voix légitime du secteur privé, qui a un rôle clé à jouer dans l'élaboration, la négociation et le suivi de toute politique de transition. Elles disposent également du réseau et du pouvoir de rassemblement nécessaires pour s'engager avec l'ensemble des entreprises sur toutes les questions liées à une transition juste.

Conclusions

Dans le cadre des engagements ambitieux fixés par l'Accord de Paris, les pays participants doivent procéder à des réductions d'émissions dans tous les secteurs industriels et économiques. Rappelant la Déclaration de Bahreïn, l'OIE et ses membres s'engagent en faveur d'un système économique plus durable et de l'objectif de décarbonisation et reconnaissent l'importance du changement climatique en travaillant sur ce sujet depuis de nombreuses années ; cependant **ces programmes ne seront réalisables par les entreprises que s'ils sont mis en œuvre de manière réaliste et économiquement viable.** Il est important que toutes les entreprises et tous les acteurs potentiels capables de contribuer à la réduction des émissions reçoivent un soutien adéquat. **Les coûts de cette transition peuvent être très élevés si elle n'est pas correctement gérée. Le retour sur investissement sera également considérable et pourrait compenser le coût si les possibilités sont optimisées.** Afin de maximiser l'efficacité de la recherche d'opportunités, la coopération mondiale, le multilatéralisme et l'alignement entre les parties prenantes sont essentiels. L'OCDE estime qu'un "ensemble de politiques respectueuses du climat peut accroître le PIB à long terme de 2,8 % en moyenne dans l'ensemble du G20 d'ici 2050, par rapport à la poursuite des politiques actuelles. Si l'on tient également compte des effets positifs de la prévention des dommages causés au climat, l'effet net sur le PIB d'ici 2050 s'élève à près de 5 % dans les économies développées et émergentes du G20".

Les défis multiples et complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui doivent être considérés comme des opportunités ; il est possible d'atteindre des objectifs ambitieux en travaillant ensemble grâce à une collaboration et à des efforts concertés. Pour ce faire, les mesures prises en matière de changement climatique doivent tenir pleinement compte de l'impact sur l'emploi et l'économie. Cela signifie que :

- La réussite de la transition vers une économie à faible intensité de carbone dépend de la création d'emplois et de marchés du travail solides, capables d'absorber les chocs et de capter l'ensemble de l'activité économique.

- La transition vers des économies à faible intensité de carbone sera le résultat d'un ensemble de mesures globales, cohérentes et intelligentes qui ne créent pas de chevauchements, de conflits et d'inefficacité.
- Un multilatéralisme inclusif et une coordination mondiale sont les ingrédients nécessaires pour assurer une situation équitable et une gouvernance internationale souple qui servent à tous.
- Les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent apporter des certitudes, être rentables et favoriser la compétitivité et l'innovation.
- Les gouvernements doivent promouvoir un environnement favorable et des mécanismes de marché pour la durabilité, en particulier la relance de la productivité et des plans de relance verte après la crise de Covid-19, sans lesquels la durabilité à grande échelle n'est pas réalisable.
- La création de cadres nationaux pour des populations actives plus qualifiées et plus flexibles est essentielle dans un contexte d'économies durables.

Soutenir la transition vers une économie résiliente au changement climatique exige une collaboration étroite et efficace entre le secteur privé et le secteur public afin de compléter les efforts que de nombreuses entreprises ont déjà entamés. Des politiques solides, des réglementations réalistes et des incitations adéquates doivent être mises en place. L'unilatéralisme n'est pas la solution : tous les pays doivent agir et fournir des résultats de manière responsable, en fonction de leurs capacités et de leurs différents niveaux de développement. Les organisations d'employeurs et d'entreprises doivent être fortement impliquées, car elles ont un rôle clé à jouer dans le bon déroulement des transitions. Elles peuvent fournir de précieux conseils, en particulier aux PME, sensibiliser, promouvoir des approches innovantes mais aussi aider les gouvernements à élaborer des politiques réalistes et efficaces. L'OIE et son réseau de plus de 150 fédérations membres représentant plus de 50 millions d'entreprises s'engagent à travailler avec toutes les parties prenantes pour assurer des transitions durables et réussies pour la planète et ses habitants.



A powerful
and balanced
voice for business



© OIE 2020